

Index AI : PRE01/440/2011  
06 September 2011

## **Océanie. Il faut prendre des mesures afin de protéger les femmes vulnérables contre les violences**

Les dirigeants des États de l'Océanie qui se réunissent à Auckland mardi 6 septembre doivent prendre de toute urgence des mesures afin d'éradiquer la violence endémique dont les femmes sont victimes dans la région, a déclaré Amnesty International mardi 6 septembre.

Le taux de violence contre les femmes est l'un des plus élevés au monde ; deux habitantes sur trois des îles du Pacifique sont en effet victimes de violences.

« Une majorité de femmes subissent des agressions dans le Pacifique. Il est choquant de constater qu'il existe très peu de mécanismes chargés de les protéger », a indiqué Patrick Holmes, directeur général d'Amnesty International Aotearoa Nouvelle-Zélande.

Amnesty International invite les dirigeants réunis à Auckland dans le cadre du Forum des îles du Pacifique (PIF) à faire appliquer les lois existantes destinées à prévenir la violence contre les femmes et à veiller à ce que policiers et procureurs enquêtent sur ces agissements et poursuivent les auteurs présumés en justice.

Dans un nouveau rapport, *'Where is the dignity in that?' Women in Solomon Islands denied sanitation and safety*, l'organisation explique que l'absence de mesures de la part des autorités affecte les femmes des îles Salomon, qui sont en butte au harcèlement, aux agressions et au viol alors qu'elles vaquent à leurs occupations quotidiennes.

Les femmes et les jeunes filles sont souvent agressées lorsqu'elles vont chercher de l'eau potable pour cuisiner et se laver, ou se rendent aux toilettes, parcourant de longues distances depuis les « bidonvilles » ou les quartiers informels de la capitale des îles Salomon, Honiara. Elles doivent bien souvent traverser des zones isolées et mal éclairées. Elles sont particulièrement vulnérables sur le chemin du retour, lorsqu'elles transportent de lourdes charges d'eau.

« Dans les îles Salomon, les femmes et les jeunes filles n'ont d'autre choix que de mettre leur sécurité en péril pour quelque chose que la plupart d'entre nous considèrent comme allant de soi : de l'eau potable et des toilettes », a estimé Patrick Holmes.

Amnesty International s'est entretenue avec des habitantes des bidonvilles de Honiara qui ont raconté avoir été victimes d'agressions physiques et sexuelles hors de leur foyer ; toutefois, craignant les représailles de leurs agresseurs, elles étaient bien trop effrayées pour porter plainte auprès des autorités. D'autres ont déclaré que leurs plaintes avaient été passées sous silence.

Le gouvernement des îles Salomon a reconnu le caractère généralisé de la violence faite aux femmes et, en 2010, a adopté une politique nationale afin de s'attaquer à ce problème. Amnesty International a salué cette initiative, tout en invitant le gouvernement à ne pas s'arrêter là.

« La police des îles Salomon doit enquêter sur toutes les plaintes déposées par des femmes victimes de violences physiques et sexuelles et, si elles sont étayées, poursuivre les auteurs présumés, a affirmé Patrick Holmes. Le gouvernement doit aussi prendre des dispositions afin de fournir aux habitants des quartiers informels de Honaria de l'eau potable et des services sanitaires. »

Toutefois, le problème dépasse la seule situation des îles Salomon. Selon Jocelyn Lai, membre de l'exécutif de l'Union Chrétienne de Jeunes Filles (UCFJ) des îles Salomon, « l'absence de lois portant sur la violence liée au genre pose question dans tout le Pacifique ».

Amnesty International demande aux dirigeants océaniens de profiter de la réunion d'Auckland pour prendre des mesures de toute urgence afin de protéger les femmes vulnérables dans toute la région, en tenant les promesses qu'ils ont faites.

En 2009, lors de la réunion du Forum des îles du Pacifique qui s'est tenue à Cairns, les dirigeants se sont en effet engagés à « éradiquer les violences liées au genre et les violences sexuelles ». Un an plus tard, ils se sont déclarés satisfaits quant aux progrès réalisés, bien qu'ils se soient contentés de mettre sur pied un groupe de travail consacré à cette question.

« Il ne suffit pas de faire des beaux discours pour venir à bout de la violence contre les femmes. Les dirigeants de la région doivent passer à l'acte à Auckland et veiller à ce que leurs gouvernements respectent, protègent et concrétisent les droits des femmes de ne pas être soumises à la violence et à la discrimination, a poursuivi Patrick Holmes.

« Amnesty International les engage à s'acquitter des obligations qui leur incombent aux termes du droit international et à prendre des mesures afin de tenir leur engagement d'éradiquer la violence contre les femmes. »